

panorapresse.ouest-france.fr

éducation. La carte scolaire « définitive » du premier degré pour la rentrée scolaire 2026-2027 sera entérinée ce vendredi Tonneville, l'un des exemples de la mobilisation dans le Cotentin

8-10 minutes

[Tonneville](#), l'un des exemples de la mobilisation dans le Cotentin

Il y avait hier matin un petit troupeau de brebis et d'agneaux exceptionnellement parqué dans la cour de l'école Louis-Desmares de [Tonneville](#), ainsi qu'une centaine de personnes réunies devant le groupe scolaire autour d'un café et de crêpes.

Un nouveau projet pédagogique ? Une sortie à financer ? Pas cette fois. Comme l'indique l'une des pancartes réalisées pour l'occasion par les parents d'élèves : « Nos enfants ne sont pas des moutons. »

56

classes

Dans la [Manche](#), une cinquantaine de classes sont menacées en vue de la rentrée de septembre 2026. De nombreux parents d'élèves sont mobilisés

ces derniers jours pour

faire changer d'avis

l'Éducation nationale.

La semaine dernière (*lire notre édition du 31 mars*), le projet de carte scolaire du premier degré pour la rentrée de septembre 2026 a été rendu public. Plus d'une cinquantaine de classes sont en sursis dans la [Manche](#), dont quatre à [La Hague](#) (Acqueville-Vasteville, [Beaumont-Hague](#), [Urville-Nacqueville](#) et [Tonneville](#)). Depuis lors, dans les communes concernées, les mobilisations des parents d'élèves et des élus se multiplient.

À [Tonneville](#), qui dénombre environ 600 habitants, l'école compte actuellement 72 élèves répartis en quatre classes : trois niveaux en une pour les plus petits et trois classes de deux niveaux pour les plus grands.

De l'avis des adultes mobilisés, la fermeture d'une classe serait « catastrophique ». « SOS non-assistance à école en danger », « Nos enfants ne sont pas une variable d'ajustement », « [EDF](#), Orano, [Naval Group](#)... Classes préservées = attractivité », « Mon école est un modèle, pas un problème », « Non aux triples ni-veaux » ou encore « Investir dans l'avenir = garder nos classes », était-il indiqué sur leurs pancartes.

« Réunir quatre classes en trois, ce n'est pas viable, soulève Quentin Angot, représentant des parents d'élèves. Ce serait une véritable dégradation des conditions d'apprentissage des élèves. Et imaginer un enseignant nous quitter fait mal au cœur parce que c'est une équipe en or. J'ai une boule au ventre à l'idée que cette école se dégrade ou même ferme un jour. Tuer une école comme

celle-là, c'est tuer l'école telle que je la conçois. Elle mérite vraiment mieux que ça car c'est un modèle. »

Projets pédagogiques

Les parents d'élèves la louent en effet. La semaine dernière, ils étaient rassemblés au cinéma Odéon de [Cherbourg](#) pour la projection du documentaire « Eh Mimi Cracra ! La mer monte ! », réalisé par Caroline Conte, auquel ont participé des élèves de [Tonneville](#).

« On organise des portes ouvertes le 22 mai pour la première fois, indique Amélie Van Rossen, elle aussi représentante des parents d'élèves. Il faut se rendre compte du fonctionnement de cette école, de tout ce qui y est organisé. Classe de mer, séjour au ski, activités sportives, rallye découverte dans la Hague, correspondance avec le géoparc du massif des Bauges, dans les Alpes, travail sur les murs en pierres sèches, végétalisation de la commune, théâtre ou jardinage le midi... Casser la dynamique de nos quatre enseignants, c'est risquer de perdre ces projets. Aujourd'hui, cette mobilisation ne concerne pas que les parents d'élèves, elle rassemble tous les habitants de [Tonneville](#), les anciens parents d'élèves comme les grands-parents. Cette école fait aussi la pub de [La Hague](#). Si on ferme une classe aujourd'hui, que vont dire les gens qui arriveront demain ? »

Quentin Angot, qui réside à [Querqueville](#) et travaille à Orano-La Hague, soulève une autre incompréhension : « Comme nous, plusieurs parents résident à [Querqueville](#) et scolarisent leurs enfants à [Tonneville](#). L'école a une excellente réputation et elle est sur la route du travail. Quand on voit l'essor industriel avec le projet Aval du futur, on se dit qu'on se tire une balle dans le pied en fermant une classe ici, où l'école est très attractive et [Tonneville](#) stratégiquement située. Il y a déjà des gens qui arrivent aujourd'hui. Mais comment mener un chantier aussi colossal sans écoles ? [Tonneville](#) est une vitrine, et on est en train de la taguer. »

« Rien n'est perdu ! »

Dans le bourg, les conséquences de la fermeture d'une classe sur la vie de la commune interrogent également. « Il n'y a aucun commerce à [Tonneville](#), poursuit Quentin Angot. C'est l'école qui est le cœur, le poumon, la seule chose qui fait vivre ce village. Il y a un risque de le voir se transformer en commune-dortoir. Pourtant, il y a pour l'instant autant d'élèves prévus à la rentrée prochaine que l'année dernière. »

Du portail de l'école, la maire déléguée [Pascale Jumelin](#) invite à suivre son regard : « Ici, vous avez la médiathèque, la salle de sport et la salle communale. Là, le périscolaire, une aire de jeux, un skatepark, la cantine... C'est tout ce petit monde de l'école qui exploite ces équipements. On vient de récupérer deux élèves et nous pouvons encore récupérer six à huit enfants prochainement puisque cinq locatifs du nouveau lotissement seront livrés en juin, sur un projet de 50 maisons à [Tonneville](#). On va donc récupérer des enfants. Et l'année dernière, j'ai eu sept naissances. Donc rien n'est perdu ! »

[Antoine Digard](#), adjoint chargé de l'éducation et maire délégué d'[Acqueville](#), le confirme : « On a des comptages différents. Manuela (Mahier, maire de [La Hague](#), NDLR) continue ses actions auprès des services de l'Éducation nationale et du préfet. Une motion sera votée en conseil municipal [ce mercredi] et elle sera transmise au ministre de l'Industrie. » Le ministre [Sébastien Martin](#) est justement attendu dans le Cotentin ce jeudi.

Comme ailleurs, les parents d'élèves de [Tonneville](#) bénéficient du soutien du sénateur [Sébastien Fagnen](#) et de la députée [Anna Pic](#) (socialistes). « [La Hague](#) paie un lourd tribut, commente le sénateur. On s'enorgueillit de la croissance industrielle, mais sans services publics, cela n'a aucun sens, tout comme des classes de triple niveau comme cela pourrait être le cas ici. La [Manche](#) a la chance de disposer d'écoles rurales qui font aussi l'attractivité du département. Ces mobilisations ne sont pas vaines. Les services académiques et les services de l'État y sont très attentifs. Il y a

également une grande hypocrisie car lors du comité stratégique de l'Aval du futur, le directeur académique et ses services sont présents. Une école à taille humaine est la condition *sine qua non* de l'attractivité du territoire. La moindre des choses serait un moratoire sur le secteur. »

Les élus mobilisés

[Anna Pic](#) va dans le même sens : « Quand ils viennent, les ministres nous expliquent que nous devons préparer le territoire aux grands projets industriels. Or, l'État ne se prépare pas en démantelant ce service public qui est un facteur de cohésion dans les villages. Si l'État veut que nous nous préparions, il doit se préparer aussi. Malheureusement, d'école en école, on constate qu'il semble oublier les ambitions qu'il avait pour notre territoire. Il faut des moyens pour les années à venir, et ce toute l'année, car de nouveaux élèves sont susceptibles d'arriver tout au long de l'année. C'est ça les grands projets. Le Dasen (Directeur académique des services de l'Éducation nationale) peut prévoir le nombre d'enfants qui sont nés mais pas ceux qui arrivent. »

Les mobilisations doivent se poursuivre ici et là jusqu'à vendredi, jour du conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN) en présence du Dasen, du préfet, des collectivités territoriales, des représentants des personnels et des parents d'élèves. La carte scolaire devrait y être entérinée.

« On ne se laissera pas faire, prévient Quentin Angot. On cherche toujours à rencontrer le Dasen et on voudrait également profiter de la venue du ministre pour échanger avec son cabinet. Et vendredi, on ne s'interdit pas d'en remettre une couche avec les autres parents d'élèves. »

Ludivine LANIEPCE



Une centaine de personnes étaient présentes hier matin devant l'école de [Tonneville](#) pour dire « non » à une fermeture de classe. C'était le cas également devant d'autres établissements menacés dans le Cotentin. | Ludivine LANIEPCE